



SALAIRES, POSTES, CONDITIONS DE TRAVAIL, RÉFORMES : ÉDUCATION EN DANGER !

GRÈVE UNITAIRE LE 1ER FÉVRIER

MANIFESTATION 10H PLACE DELILLE À CLERMONT-FD

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise en raison **des conditions de travail** qui se dégradent et de la faiblesse des salaires. **Nous exigeons de véritables augmentations salariales** en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, ainsi que **l'abandon du pacte**. Les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation.

Par ailleurs, le gouvernement s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de **sortir les AESH et les AED de la précarité**.

Nous exigeons l'arrêt des suppressions de postes. A la rentrée 2024, le Rectorat de Clermont-Ferrand programme la **suppression de 50 postes d'enseignant.es du 1er degré** pour notre académie. Au contraire, nous revendiquons des créations de postes pour permettre d'alléger les effectifs par classe, d'assurer les remplacements et d'accompagner tous les élèves. Il est donc urgent de **recruter davantage de personnels sous statut et de titulariser tous les personnels contractuels**.

La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, la perte de sens de nos métiers, le manque de soutien de la hiérarchie etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations revendiquent **l'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'Ecole, un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins** pour une inclusion de qualité, ainsi que le maintien et la création des places quand elles sont nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant.es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management !

Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Nos organisations en exigent le retrait !

Plus globalement, **les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le Ministre Attal et réaffirmées par la nouvelle ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités**. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique mais aussi met fin au collège unique avec le développement des groupes de niveau renforçant le tri social et l'assignation sociale dans la poursuite de la scolarité de nos élèves.

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC FP – FO, CGT Educ'action et SUD éducation appellent les personnels à

- **la grève et à la manifestation : Jeudi 1er février : 10h place Delille jusqu'au Rectorat**
- **se réunir et échanger en Assemblée Générale : 14h30 salle de l'imprimerie Maison de Peuple à Clermont-Ferrand**

ACTION SYMBOLIQUE

Apportez votre brique de Pacte symbolisée par une boîte à chaussure décorée pour construire un mur devant le Rectorat.